

LES BANQUES POUR UNE RELANCE SOCIALE, PAS POUR LA FRAUDE FISCALE !

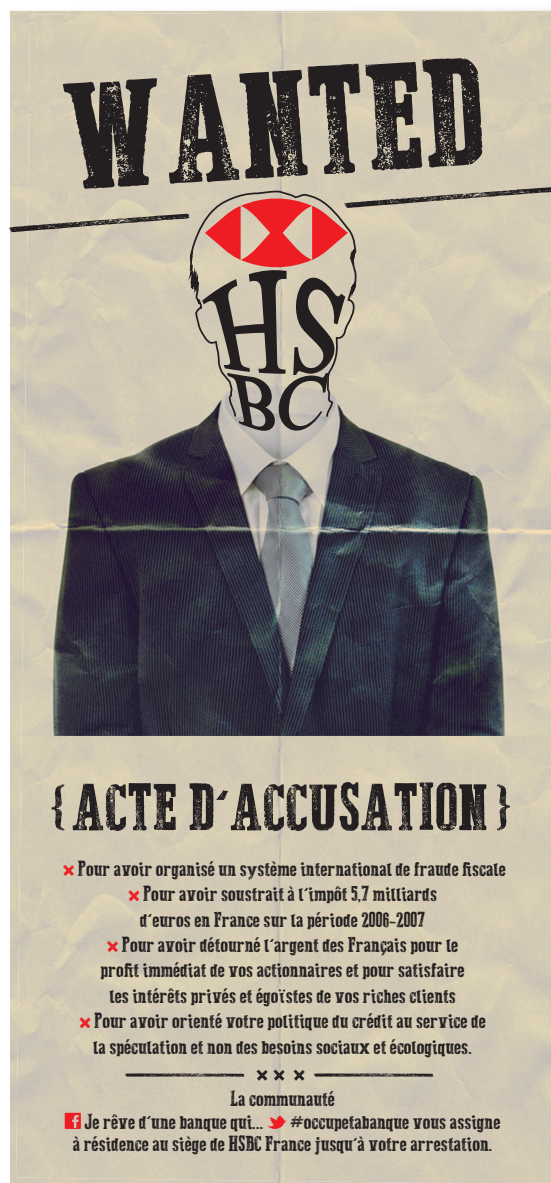
L'affaire a été révélée récemment : la banque HSBC a organisé une fraude fiscale à l'échelle internationale pour un montant de plus de 180 milliards d'euros. Plus de 5,7 milliards d'euros ont été dissimulés dans des paradis fiscaux pour le seul compte de ses clients français. Cette nouvelle affaire révèle le fonctionnement d'un système bancaire, jusqu'à la Banque centrale européenne (BCE) elle-même, sur lequel il est urgent que les peuples prennent le pouvoir pour reprendre leurs vies en mains.

De quoi l'affaire l'HSBC est-elle le nom ?

Cette affaire est d'abord celle d'un vaste système de fraude fiscale dans lequel HSBC est loin d'être la seule banque concernée. Toutes les grandes banques françaises ont des filiales dans les paradis fiscaux. En France, ce sont ainsi environ 70 milliards d'euros par an que les banques aident à soustraire au fisc. A l'échelle de l'Europe, les estimations avoisinent les 1 000 milliards d'euros !

Surtout, cette affaire est **une nouvelle preuve d'un système bancaire entièrement organisé pour détourner les richesses** créées par les travailleurs européens au profit des marchés financiers et des rentiers. En effet, non seulement les banques contribuent à priver les états de recettes considérables mais ce sont elles qui, une fois ce détournement accompli, prêtent à ces mêmes états l'argent qui leur fait de plus en plus défaut. Elles réalisent ainsi des profits considérables, pendant que se creusent les dettes publiques.

Or que font les gouvernements pour arrêter ce grand détournement ? Ils continuent, avec la BCE, à soutenir ce système. Depuis la crise financière de 2008, des milliers de milliards d'euros sont accordés aux banques. Et la BCE, qui est la banque des banques, va utiliser sa « planche à billets » pour à nouveau leur fournir, de mars prochain à septembre 2016, plus de 1100 milliards d'euros ! Or, pendant que les dettes privées continuent de s'accumuler sans créer suffisamment de richesses nouvelles, les dettes publiques explosent. Aujourd'hui, sous prétexte de les éponger, on fait payer l'addition aux peuples européens par des politiques d'austérité d'une violence inouïe comme celle infligée au peuple Grec.



La destruction des services publics et de la protection sociale qui en résultent fait **plonger toute l'Europe vers la déflation**, c'est à dire une situation où, avec la chute des emplois, de l'activité, des salaires et des prix, le poids et le service de toutes les dettes ne cessent de s'alourdir.

Prenons le pouvoir sur les banques !

Il est nécessaire et urgent que les peuples prennent le pouvoir sur les banques, jusqu'à la BCE, pour mettre fin aux scandales financiers avec une réorientation socialement efficace des financements. Les communistes font trois propositions :

1. Instaurer une maîtrise publique et démocratique des banques

Tant que les intérêts privés gouverneront les banques, il n'y aura pas de sortie de crise possible. Mobilisons-nous, pour réorienter le crédit avec de nouveaux critères de distribution, la nationalisation des grandes banques françaises et de nouveaux pouvoirs d'intervention aux personnels et à tous les usagers. Il le faut pour que les citoyens et leurs élus maîtrisent l'utilisation de l'argent dans le pays !

2. Placer le crédit au service d'une relance sociale

L'argent des banques ce n'est pas l'argent des banquiers, c'est notre argent ! Chaque mois des milliards en salaires, pensions, retraites et allocations diverses sont déposés dans les comptes courants bancaires (511 milliards rien qu'en Île-de-France) ! C'est grâce à cet énorme matelas de sécurité, et à l'appui de la BCE (refinancement), que les banques peuvent, avec les crédits qu'elles accordent, créer la monnaie nécessaire à l'économie. Et plus ces crédits servent à créer des richesses réelles nouvelles, plus les dépôts en banques augmentent. Or, aujourd'hui les crédits servent surtout à réaliser d'énormes profits financiers et immobiliers, des délocalisations et à étrangler les PME, les artisans et les petits commerçants. Mobilisons-nous pour que les critères d'octroi de crédits répondent non pas à l'exigence de profit immédiat d'actionnaires mais au développement de l'emploi, à nos besoins sociaux et écologiques base pour une nouvelle croissance réelle.

3. Prendre le pouvoir sur la BCE pour stopper l'austérité et financer le développement humain !

Loin d'être « indépendante » comme le proclame les dirigeants européens, la BCE leur sert aujourd'hui à mettre à genou le peuple Grec et tous les peuples européens pour que la finance continue de gouverner. Mobilisons-nous pour stopper l'austérité, créer un Fonds de développement européen alimenté par la BCE pour financer tous les services publics en Europe, conditionner l'appui de la BCE aux banques à la réalisation d'engagements chiffrés de créations d'emplois et de formations correctement rémunérés.



La communauté
**« Je rêve
d'une banque
qui... »
vous invite
à l'arrestation
du patron de HSBC**

**Le jeudi 26 février 2015
à 18h30**

au siège d'HSBC France

103, avenue des Champs-Élysées
Paris 8^e - M^o Georges V

f JE RÊVE D'UNE BANQUE QUI

🐦 #OCCUPETABANQUE

Agissons avec le peuple Grec

Exiger le respect du choix démocratique du peuple Grec, c'est défendre la souveraineté de tous les peuples en Europe dont celle du peuple Français. Le soutenir dans ses combats contre les politiques d'austérité et pour changer la politique de la BCE, c'est créer les conditions d'une issue de progrès social et démocratique en Grèce mais aussi dans notre propre pays.

f JE RÊVE D'UNE BANQUE QUI



🐦 #OCCUPETABANQUE